

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 15/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Métropole de Lyon

20 rue du Lac
DTEE – Direction du cycle de l'Eau
CS33569 - 69505 Lyon cedex 03
69003 Lyon

Références : UDR-SSDAS-23-177-ACA
Code AIOT : 0006103676

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement Métropole de Lyon implanté Station d'épuration Chemin du barrage 69310 Pierre-Bénite. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Métropole de Lyon
- Station d'épuration Chemin du barrage 69310 Pierre-Bénite
- Code AIOT : 0006103676
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les deux fours de la station d'épuration de Pierre-Bénite incinèrent essentiellement des boues déshydratées "urbaines" en provenance de la station contiguë, mais également de stations extérieures de l'agglomération lyonnaise (Genay, Meyzieu, Lissieu, Jonage, Neuville-sur-Saône, Saint-Fons et Feyssine). Des déchets d'assainissement non collectif (graisses, déchets de fosses septiques...) peuvent également être reçus pour incinération.

Mise en service en janvier 2004, cette installation d'incinération, exploitée par la Métropole de Lyon, dispose de 2 fours de capacité unitaire de 2,6 t/h de matières sèches chacun, pour une capacité maximale annuelle de traitement de 95 000 tonnes de matières brutes (boues humides à environ 27 % de siccité).

Les boues issues des stations d'épuration, après contrôle de leurs caractéristiques, sont stockées puis dirigées vers les lignes d'incinération comprenant chacune :

- un four à lit fluidisé permettant de provoquer la déshydratation des boues et leur division en fines particules, puis leur entraînement dans les fumées après inflammation dans l'air au-dessus du lit de combustion en produisant des gaz de combustion à une température d'au moins 850 °C,
- un récupérateur de chaleur des fumées de combustion,
- un dépoussiérage par électro-filtre permettant de collecter les poussières,
- un lavage par voie humide des fumées permettant de refroidir et saturer les gaz par injection d'eau, précipiter les acides, le mercure ionique et autres métaux lourds,
- un système d'adsorption complémentaire des polluants permettant de capter les métaux lourds résiduels, les dioxines et les furanes, ainsi que les autres hydrocarbures chlorés ou aromatiques,
- un ventilateur de tirage permettant d'extraire les fumées vers une cheminée.

Les déchets solides (cendres, gâteaux de filtration des boues, adsorbants chargés...) issus des différents traitements sont ensuite stockés et éliminés dans des filières appropriées, tandis que les effluents liquides provenant essentiellement du lavage humide des fumées sont rejetés, après traitement, en tête de la station d'épuration de Pierre-Bénite.

Les deux lignes d'incinération et leurs traitements annexes peuvent fonctionner simultanément. Il a été fait le choix sur ce site, depuis plusieurs années, de faire fonctionner l'une ou l'autre ligne par périodes moyennes de six mois sauf périodes plus longues en cas de maintenances prolongées.

Deux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air sont installées en extérieur à proximité du bâtiment où sont incinérées les boues urbaines et où sont traitées les fumées. Ces deux TAR ne sont pas dédiées à chaque ligne d'incinération mais peuvent fonctionner avec l'une ou l'autre. L'exploitant a fait le choix de faire fonctionner alternativement chaque TAR en permutant quotidiennement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection de 2021 ;
- le risque foudre ;
- et les installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Lettre de suite préfectorale	90 jours
11	Dispositifs de protection contre la foudre : vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Lettre de suite préfectorale	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délais
2	Suites insp du 02/12/21 : plan d'actions TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26	90 jours
3	Suites insp du 02/12/21 : rapport annuel d'activité	Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 11.4	90 jours
5	Suites insp du 02/12/21 : demande de modification de prescriptions	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 1.3	90 jours
6	Suites insp du 02/12/21 : gestion des risques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 13.1.7	90 jours
7	Suites insp du 02/12/21 : gestion des risques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 13.1.8	90 jours
9	Perte d'alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 2.4	90 jours
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article 11. 1. 7	90 jours
12	Carnet de bord – foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites insp du 02/12/21 : consigne indisponibilité des appareils de mesure	Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 13.1.6	Sans objet
4	Suites insp du 02/12/21 : plan d'actions suite incendie 04/08/19	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection menée le 14 décembre 2022 sur le site de la station d'épuration de Pierre-Bénite ont permis de relever des points faisant l'objet de non-conformités et d'observations.

L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites insp du 02/12/21 : consigne indisponibilité des appareils de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 13.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.</p> <p>Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.</p> <p>Cette formation doit notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none">- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci ;- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger ;- la pratique régulière d'exercices périodiques d'extinction sur feu réel du personnel d'intervention. <p>Pour ces mêmes installations, une formation particulière est dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.</p> <p>La formation reçue (cours, stage, exercices,...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fait l'objet de documents archivés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis la consigne de sécurité relative à l'arrêt du four en cas d'indisponibilité longue des appareils de mesures des polluants dans les rejets atmosphériques.</p> <p>Toutefois, cette consigne est affichée en salle de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : I. - Entretien préventif et surveillance de l'installation 1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. (...) b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant. (...) c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : - suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; - en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; - en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; - suite à un arrêt prolongé complet ; - suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ; - autres cas de figure propres à l'installation. (...)
Constats : L'exploitant n'a pas transmis de plan d'actions relatif à certains écarts (stratégie de traitement, optimisation de la purge, contrôle de l'état des rétentions, ...) identifiés dans l'AMR du 22/10/2020 réalisée par SOCOTEC. L'exploitant indique à l'Inspection que les actions sont en cours, il précise en revanche que le changement de réactif demandé dans la stratégie de traitement n'a pas été fait. Il explique par ailleurs, qu'une nouvelle stratégie de traitement sera mise en place au 1er trimestre 2023 par le prestataire CTP Environnement. L'exploitant a fait l'objet d'un contrôle inopiné sur les TAR, le contrôle du 24/07/2023 réalisé par le laboratoire Abiolab n'a pas révélé la présence de legionella.

L'exploitant a transmis le bilan légionelles par courriel du 28/04/2023. Ce dernier mentionne notamment qu'une AMR a été réalisée le 15/12/2022 par DEKRA et qu'aucun dépassement en légionella n'a été mesuré durant l'année 2022 (contrôle mensuel).

Demande n°1 : sous trois mois, l'exploitant transmet la dernière AMR réalisée avec le cas échéant les éléments d'explication nécessaires. L'exploitant spécifiera également les actions qui ont été menées pour lever les écarts révélés lors de l'AMR de 2020 ainsi que les résultats engendrés par l'utilisation d'un nouveau traitement sur les TAR.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Suites insp du 02/12/21 : rapport annuel d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 11.4

Thème(s) : Autre, Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement portant au moins sur les dioxines, les furannes et les métaux.

Les points de mesures et de prélèvements seront choisis dans les zones de retombées maximales des émissions, compte tenu des vents dominants et des caractéristiques des émissions.

Ce plan de surveillance devra au minimum:

- permettre par tout moyen adapté (jauges de retombées,...) de suivre les niveaux de concentration des retombées éventuelles en dioxines et furannes et métaux et de détecter des niveaux anormalement élevés.
- comprendre au moins une analyse annuelle de dioxines et furannes à partir d'un échantillon de lait de vache, ou à défaut du lait de chèvre ou de brebis, appartenant au troupeau localisé dans les zones de retombées maximales définies ci-dessus.

Toutefois, l'exploitant pourra proposer à l'inspection des installations classées de modifier le nombre, la nature ou les modalités de ces prélèvements sur la base de justifications dûment argumentées (utilisation d'autre moyen de contrôle, absence d'élevage localisé dans les zones retombées maximales,...)

Excepté pour les prélèvements de lait, le plan de surveillance comportera également au moins un point de prélèvement « témoin » dans un secteur non exposé.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ses modalités sont précisées dans l'arrêté d'autorisation. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu au point c de l'article ci après et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance lorsqu'elle existe.

Constats :

L'exploitant explique que les mesures de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement étaient confiées à l'organisme ATMO au travers d'une convention entre les deux parties.

L'Inspection s'interroge sur la pertinence des données d'ATMO utilisées par l'exploitant pour répondre aux dispositions sur la surveillance environnementale concernant notamment la location des points de mesures.

En effet, les points de mesures et de prélèvements doivent être situés dans les zones de retombées maximales des émissions.

Demande n°2 : sous trois mois, l'exploitant justifie que le programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement mis en place respecte l'ensemble des dispositions de l'article 11.4 de l'AP du 05/10/2012, notamment pour ce qui concerne la localisation des points de mesures. Il transmet par ailleurs les résultats des mesures depuis le début des analyses (concaténation des données).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Suites insp du 02/12/21 : plan d'actions suite incendie 04/08/19

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Suites de l'incendie au niveau du circuit d'huile thermique

Prescription contrôlée :

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Concernant la demande de l'Inspection sur l'avancée de la construction du nouveau bâtiment des pompes à huiles thermiques, l'exploitant précise que le bâtiment a bien été construit en 2022 et que les pompes sont opérationnelles et en service.

L'exploitant indique que le système de sécurité incendie a entièrement été remplacé, de nouveaux moyens de détection ont également été ajoutés : détecteur de fumées laser au niveau de l'incinérateur, détecteur de flammes thermique en toiture.

Un système d'extinction par sprinklage a également été installé dans le bâtiment des pompes à huiles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suites insp du 02/12/21 : demande de modification de prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance augmentation % boues externes
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a transmis un courrier le 20 avril 2020 à destination de l'unité départementale du Rhône demandant à supprimer la prescription 5.1 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2012 relative aux déchets admissibles. En effet, l'exploitant dépasse régulièrement la part de 15 % autorisée pour les apports de boues venant de l'extérieur. L'exploitant doit transmettre à madame la préfète du Rhône un porter à connaissance concernant la demande de modification souhaitée relative à la suppression de la limitation de boues autorisées provenant de l'extérieur. Ce porter à connaissance doit comprendre l'ensemble des éléments permettant d'apprécier les enjeux, dangers et impacts de la demande de modification, il devra notamment comporter les éléments relatifs à : <ul style="list-style-type: none">- la provenance des boues de l'extérieur- l'impact d'une augmentation de boues en provenance de l'extérieur (composition des boues, trafic, ...) L'exploitant ajoute par ailleurs que cette demande de modification ne présente pas d'opposition au niveau local. Demande n°3 : sous trois mois, l'exploitant régularise sa situation en transmettant à madame la préfète du Rhône un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation concernant la modification de la prescription encadrant le pourcentage de boues extérieures entrantes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Suites insp du 02/12/21 : gestion des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 13.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones. Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

Les installations comprises dans les zones de risque d'atmosphère explosible sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

Constats :

A la suite de l'inspection du 02/12/2021, l'exploitant a transmis le plan d'intervention des secours comprenant notamment la localisation des risques ainsi que les stocks de matières dangereuses et combustibles.

Le plan fait apparaître des stocks de matières qui ne sont pas indiquées dans le tableau de nomenclature de l'AP du 05/10/2012 : soude (104 m³), acide chlorhydrique, azote, urée (12 m³), chlorure ferrique (2 m³), biocide et l'acide sulfurique (3 m³).

Par ailleurs, les quantités maximales de matières pouvant être stockées sur le site ne sont pas mentionnées pour les produits suivants : hypochlorite de sodium, acide chlorhydrique, azote, TMT 15, biocide.

L'exploitant ajoute qu'il utilise du TMT 15 (2-3 m³), un additif, corrosif, pour la précipitation des métaux lourds, ce produit n'apparaît pas sur le plan.

L'Inspection constate la présence d'un stock d'huile au sud-est des TAR, ce stock n'est pas représenté sur le plan.

A noter, qu'à l'article 2.7 de l'AP du 05/10/2012, il est mentionné le stockage de certains des produits pré-cités : soude, chlorure ferrique, TMT15, insolubilisant, huile.

L'Inspection constate également la présence d'un groupe électrogène à l'ouest des TAR. L'exploitant ajoute qu'un deuxième groupe électrogène sera installé sur le site. Les stocks de carburant seront représentés sur le plan.

Enfin, le nouveau local des pompes à huile thermique ne figure pas sur le plan.

Demande n°4 : sous trois mois, l'exploitant justifie que l'ensemble des matières utilisées sur le site a bien été intégré dans le dernier dossier d'autorisation et vérifie son tableau de nomenclature ICPE conjointement.

L'exploitant justifie également de la prise en compte des groupes électrogènes dans la rubrique 2910.

Demande n°5 : sous trois mois, l'exploitant transmet le plan d'intervention à destination des pompiers, complété par les matières stockées manquantes ainsi que les quantités maximales pour chaque matière stockée. Les groupes électrogènes seront également indiqués sur le plan.

Par ailleurs, l'exploitant explicite ce qui est inclus dans l'intitulé « mélange de gaz » représenté au sud du site.

Le plan comportera également l'usage des différents locaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2012, article 13.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes relatives à la prévention des sinistres doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : l'interdiction, en fonctionnement normal, d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones d'entreposage et d'incinération des déchets ; les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration ; les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ; les moyens à utiliser en cas d'incendie ; la procédure d'alerte ; les procédures d'arrêt d'urgence.
Constats : L'Inspection avait demandé à l'exploitant, à la suite de l'inspection de décembre 2021, de mettre en place une consigne pour la gestion d'un accident hors heures ouvrées (HHO). Par courrier du 14 avril 2022, l'exploitant a transmis 2 consignes : - M0 1016 ESUPB 2 : alerter les secours en cas d'accident - M0 1024 ESUPB 4 : que faire en cas d'alerte incendie L'exploitant ajoute que l'astreinte cadre de la station d'épuration est gérée au niveau de la Métropole de Lyon (direction cycle de l'eau). Chaque vendredi soir l'agent de maîtrise de la STEP appelle les numéros d'astreinte pour s'assurer de leur bonne marche. Le site fonctionne de jour et de nuit, l'exploitant affirme que les agents sont autonomes pour gérer un accident. L'exploitant explique enfin que les agents sont formés aux procédures de mise à l'arrêt des deux files d'incinération. L'Inspection émet plusieurs demandes d'amélioration de ces consignes. Concernant la procédure de gestion d'un incendie : - préciser le rôle de l'équipier de 1ère intervention (journée et HHO) et les actions à réaliser en cas de détection d'incendie - un état des matières stockées y compris les matières combustibles non dangereuses (article 49 de l'AM du 04/10/2010) doit être tenu à disposition des services d'incendie et de secours. Il est pertinent d'y ajouter les dangers des produits et leur quantité - la vanne de confinement des eaux d'extinction d'incendie doit systématiquement être fermée en cas de détection d'un accident Concernant la procédure d'alerte des secours - ajouter les numéros des contacts internes - ajouter toute information utile aux services d'incendie et de secours Dans les procédures de gestion d'accident, il faut également qu'à minima les contacts de jour et de nuit de la préfecture (SIDPC) et de la DREAL soient renseignés.

Il manque enfin des informations qui seront utiles aux services d'incendie et de secours : le sens du vent, les moyens d'extinction sur le lieu du sinistre, plan du site avec les accès et la localisation des moyens de lutte contre l'incendie.

L'exploitant a déclaré réaliser régulièrement des exercices de gestion d'un accident.

Lors de l'inspection, il a été convenu avec l'exploitant de mettre en place un dossier dédié aux services d'incendie et de secours, accessible facilement et comportant notamment les plans de stockages, des utilités, des réseaux, les fiches de données de sécurité, et toute autre information utile pour éviter toute perte de temps susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des pompiers.

Demande n°6 : sous trois mois, l'exploitant révise ses procédures de gestion d'accident. Une consigne spécifique en cas d'épandage de produits dangereux doit également être rédigée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Contrôle et maintenance installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

L'exploitant fait contrôler annuellement ses installations électriques.

Une vérification a été réalisée les 15 et 20 juin 2022 par la société DEKRA, un rapport est émis par unité contrôlée.

L'exploitant affecte un indice de gravité aux non-conformités relevées représentant le niveau d'urgence à traiter l'écart.

Les rapports faisaient état de non-conformités dont certaines étaient toujours présents lors de l'inspection.

Demande n°7 : sous trois mois, l'exploitant transmet les rapports de contrôle des installations électriques (Q18 et Q19 s'il est réalisé) de l'ensemble du site.

L'exploitant justifiera de la réalisation des actions correctives pour lever les écarts éventuels.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 9 : Perte d'alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : (...) <p>Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et qu traitement des pollutions accidentelles.</p>
Constats : Le site dispose d'un groupe électrogène (gasoil) servant d'alimentation électrique de secours ainsi que d'onduleurs. <p>En revanche, l'exploitant ne dispose pas de la liste des équipements importants pour la sécurité qui doivent être secourus par un dispositif indépendant de l'alimentation électrique principale.</p> <p>Demande n°8 : sous trois mois, l'exploitant transmet la liste des équipements importants pour la sécurité ; il y précise les équipements qui sont reliés à un onduleur.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article 11. 1. 7
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> • [...] les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
Constats : L'exploitant déclare que l'impact sur les installations est plus important lors de la remise en route que lors d'un arrêt d'urgence et qu'il dispose de fiches réflexes associées. <p>Il explique par ailleurs que le groupe électrogène présent sur le site permet d'alimenter l'installation d'incinération, le sprinklage, les pompes à huile thermique, l'éclairage et la supervision.</p> <p>L'exploitant ajoute que le fonctionnement du groupe électrogène fait l'objet d'une vérification une fois par semaine.</p> <p>A noter que la procédure MO 1024 ESUPB 4 spécifie qu'un coup de poing d'arrêt d'urgence permet de stopper toutes les installations.</p>

Demande n°9 : sous trois mois, l'exploitant justifie de l'application des procédures spécifiques aux arrêts d'urgence des installations et à la mise en sécurité de l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Dispositifs de protection contre la foudre : vérification complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a présenté l'étude technique du risque foudre, réalisée le 13/04/2012 L'exploitant a fait réaliser une étude complète du risque foudre le 16/11/2021 par la société DEKRA. Le rapport conclut à l'absence de conformité des installations. Il subsiste un problème de câblage. L'exploitant envisage une nouvelle étude technique contradictoire avec un autre prestataire afin de confirmer ou non l'écart relevé par DEKRA. Demande n°10 : sous trois mois, l'exploitant transmet les éléments justifiant de la conformité de l'ensemble des dispositifs de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 12 : Carnet de bord – foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Prescription contrôlée : Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.
Constats : L'exploitant explique qu'il vérifie le compteur foudre lors des tournées sécurité et que les enregistrements de ce dernier sont consignés dans le registre de sécurité. Demande n°11 : sous trois mois, l'exploitant justifie de la tenue à jour du carnet de bord avec l'ensemble des chapitres issus de l'étude technique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites